

Une analyse sectorielle et territoriale des transformations des exploitations agricoles en Russie postsoviétique : un questionnement sur les frontières économiques et sociétales des firmes à l'heure de l'adhésion de la Russie à l'OMC.

LADYSS, 18 février 2013

Grouiez Pascal

MCF,

Université de Nantes

pascal.grouiez@gmail.com



thèse défendue

- La Russie se structure aujourd'hui autour de différentes filières agricoles qui traduisent la diversité des stratégies d'insertion des exploitations agricoles sur les marchés agroalimentaires en fonction de leur taille, de leur rapport aux acteurs publics, aux populations locales, aux investisseurs nationaux et internationaux (Grouiez, 2009 ; 2010 ; 2013). (PARTIE 1)
- Ces filières (configurations productives) reflètent des stratégies de valorisation du rôle sociétal des entreprises comme moyen (Freeman, 1984) d'obtenir une régulation (au sens juridique) de certains marchés agricoles favorables à certaines catégories de producteurs et qui passe par des mesures de contingents tarifaires et des mesures non tarifaires vis-à-vis des importateurs (Grouiez, 2011). (PARTIE 2)
- L'adhésion récente de la Russie à l'OMC interroge la politique agricole qui prévalait jusqu'alors et l'avenir de la RS des entreprises agricoles, d'autant plus si l'on reconnaît la corrélation forte qu'il existe entre l'existence d'une stratégie de RSE des entreprises et la régulation sectorielle et territoriale d'un secteur. (PARTIE 3)
- L'ouverture internationale maîtrisée du marché agricole russe (particulièrement vers son voisin Biélorusse) peut-elle signifier la fin d'un secteur agricole régulé pensé dans son rapport aux territoires et à la société (Grouiez, 2012) ? (Conclusion)

1.1 L'origine de la RSE dans le secteur agricole russe

- URSS: processus d'hybridation entre l'exploitation collective et le lopin (Maurel, 1980).
- Après la fin du régime soviétique => Appropriation de la terre par des apparatchiks => émergence de conflits sur l'appropriation foncière avec une résolution aux niveaux local et national =>
 - arrivée d'investisseurs privés extérieurs aux territoires
 - et reconnaissance des titres de propriété collective distribués aux kolkhoziens et sovkhoziens.
- Les décideurs dans le monde rural avaient alors à faire face aux questions suivantes :
 - Comment garder une main d'oeuvre agricole ?
 - Comment permettre l'accès aux produits agricoles pour les lopins ?
 - Comment assurer le maintien de services publics en milieu rural (écoles, hôpitaux, routes)Dans un contexte de désengagement₃ de l'Etat....

1.2 Approche théorique

Régulation sectorielle et territoriale

- Diversité de communautés d'intérêts=> conflits / compromis
- Régime d'accumulation (Stabilité)



Configurations productives



Le concept de “**configuration productive**” doit nous permettre de comprendre la diversité des stratégies des acteurs d'insertion sur les marchés et de conduite des politiques de RS, ce qui dépend du contexte institutionnel.



La RSE est considérée comme des stratégies que les acteurs élaborent pour permettre le développement de leur activité économique (Freeman, 1984) et pour assurer la stabilité du régime d'accumulation dans un contexte concurrentiel fort.

1.3 Méthodologie

- ➔ Problème de l'identification des acteurs à partir d'une représentation statistique obsolète
- ➔ 50 interviews avec des acteurs du monde agricole dans la région d'Orel.
- ➔ Identification des acteurs.
- ➔ Analyse de l'insertion des acteurs dans des configurations productives et de la forme de RSE choisie

1.4 Qui sont les acteurs des configurations productives ?

- Les exploitants agricoles : fermiers individuels, managers de firmes agricoles, propriétaires de lopins.
- Acteurs publics : gouverneur de région, département agricole des administrations locales, Ministère de l'agriculture. Acteurs publics étrangers (OMC, accords bilatéraux, etc.)
- Acteurs privés : industriels, investisseurs du secteur pétrolier, du secteur agroalimentaire, intermédiaires, communautés de propriétaires fonciers, etc.

1.5 Eksima Agro

20 exploitations agricoles et usines
en Russies (4 dans la région d'Orel)
=> MODELE D'INTEGRATION

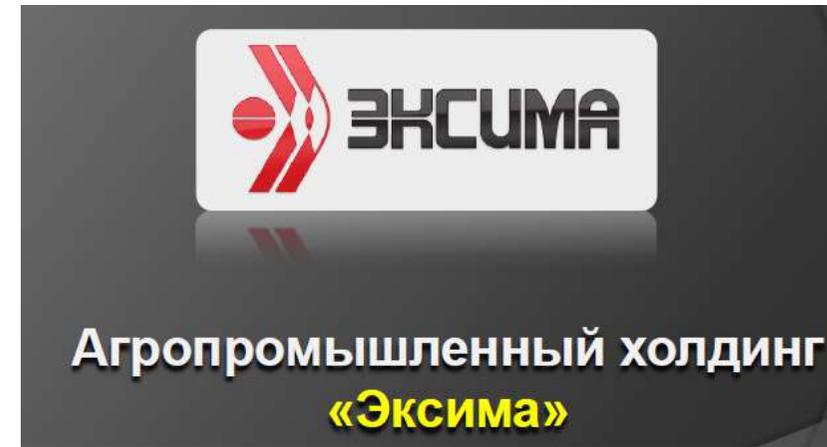
46 000 ha. de terre

Propriétaire de Mikoân (une usine
de charcuterie, 20% du marché
moscovite)

Production alimentaire (760 millions
de roubles en 2009, 22 millions
d'euros)



Eksima a dépensé 75 millions de
roubles (2,1 millions d'euros) en
construction de routes, maisons,
écoles, réseaux de gaz) en 2009 à
Orel.



1.5 ONO Novosil'skoe

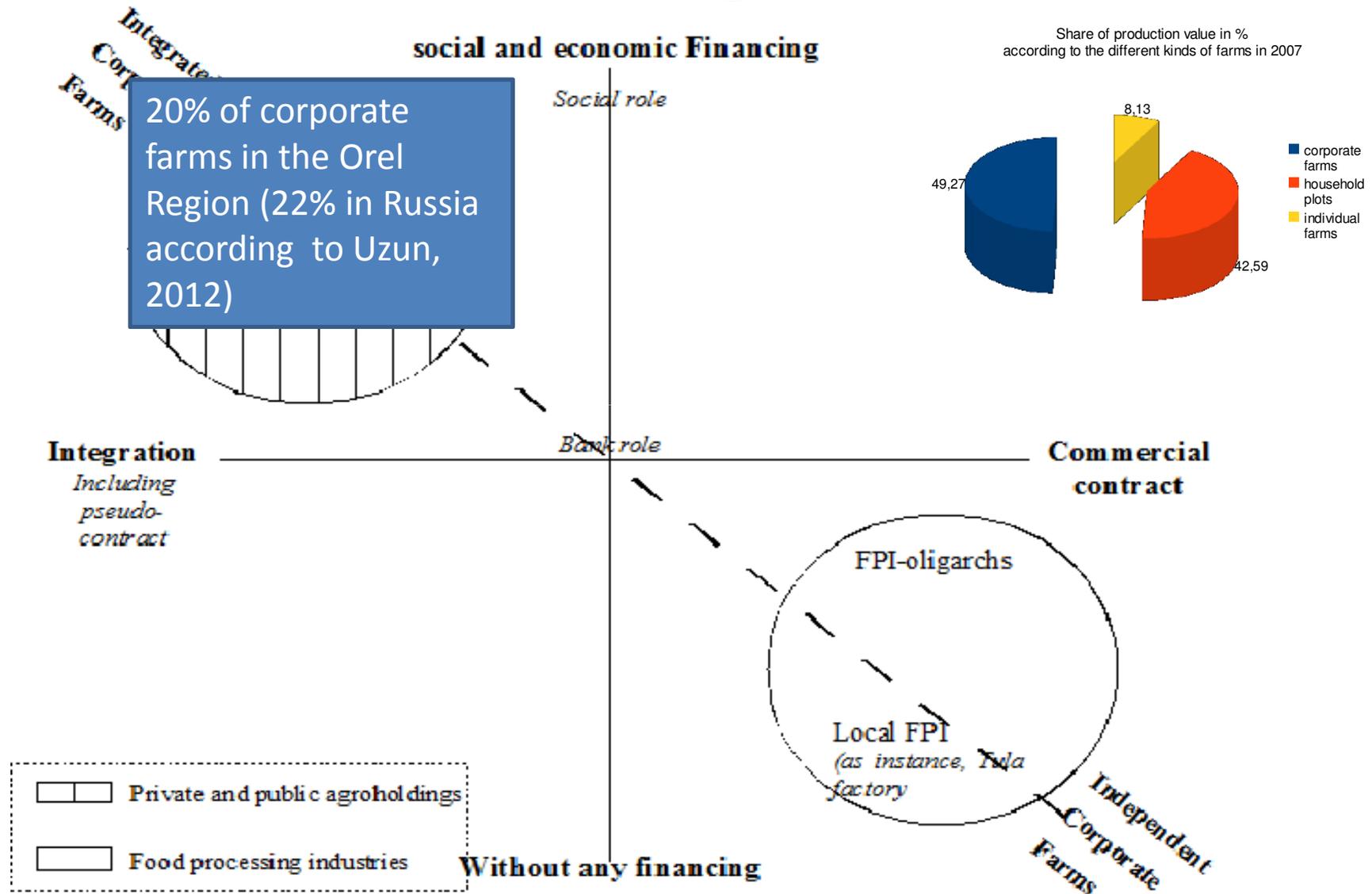
- Recherche par elle-même ses débouchés
- A signé un contrat avec une laiterie de Toula (N. vend 90% de sa production de lait à cette usine)



Les lopins ont pu bénéficier des accords commerciaux de N. avec la laiterie de Toula (vente du lait pour le même prix au kg).



1.5 Typologie des exploitations par rapport à la stratégie RSE.



2.1 Régulation territoriale et sectorielle (au niveau Local)

- Souhait du gouverneur de défendre le droit des propriétaires fonciers (cf. Orlovskâ Pravda entre 2003 and 2010)
- Accès à la terre pour les firmes (exemple Eksima a obtenu l'aide du gouverneur pour exploiter des terres arables.
- Accès aux crédits régionaux pour les firmes agricoles (95% des crédits publics entre 2006 et 2007 accordé à ces exploitations dans la région d'Orel.)

2.2 Régulation territoriale et sectorielle (au niveau national)

- Quotas d'importation (pour pénaliser l'industrie agroalimentaire qui se fournit surtout sur le marché international).
- Access aux crédits pour les firmes (agro-holdings)
- Réglementation nationale en matière d'appropriation foncière pour limiter les processus d'appropriation frauduleuse du foncier (bien que la « grabbing attitude » varie considérablement d'une région à l'autre).

2.3 RSE et régulation des marchés

Aspects théoriques

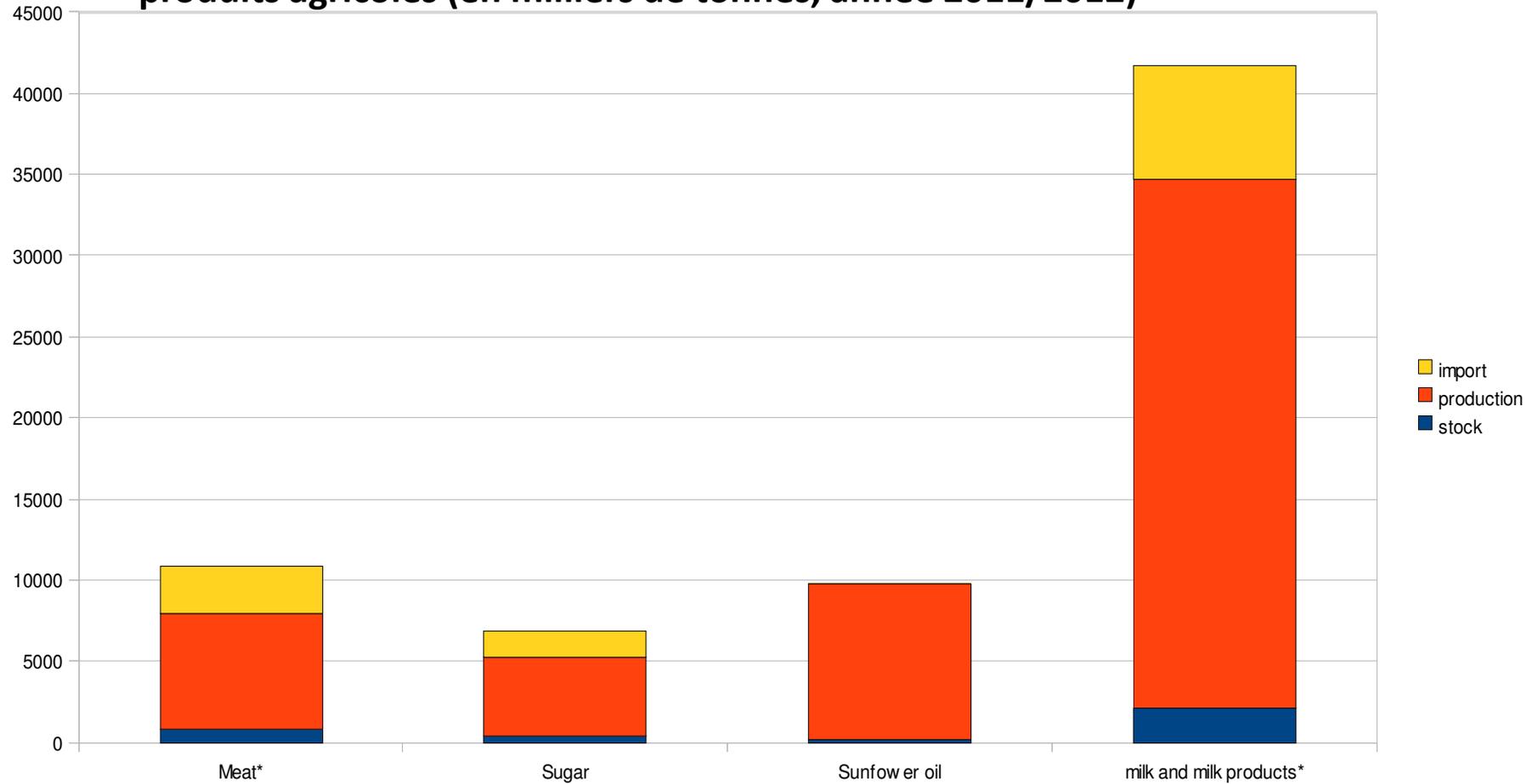
- La RSE apparaît comme une stratégie pour garantir les intérêts de certains investisseurs tout en permettant le maintien de communautés rurales et le développement de l'activité agricole sur des territoires donnés.
 - On observe que dans la région d'Orel, les politiques agricoles locales ont été particulièrement favorables aux investisseurs privés, surtout en ce qui concerne l'accès à la terre et aux crédits.
 - Au niveau national c'est la politique protectionniste de la Russie qui prévalait jusqu'alors qui a été favorable au développement des exploitations de type agro-holdings (intégration).
- => La RSE apparaît comme le résultat d'un compromis entre les investisseurs privés (intégrateurs), les politiciens et les communautés de propriétaires.

Aspects méthodologiques

- On a déconstruit les catégories statiques en développant une analyse en termes de configurations productives.
- Il reste difficile d'évaluer l'ampleur de la RSE.

3.1 La dépendance alimentaire de la Russie (1/2)

Répartition de l'approvisionnement du marché domestique de certains produits agricoles (en milliers de tonnes, année 2011/2012)



3.2 La dépendance alimentaire russe (2/2)

- Déficit de la balance commerciale alimentaire:
 - 12 milliards de dollars en 2005
 - 26 milliards de dollars en 2010
- Le déficit concerne différents produits :
Production de lait, sucre, légumes, viande de bœuf, de volaille et de porc.

3.3 Les concessions faites à la suite à l'adhésion

- Plus faibles taxes à l'importation pour :
 - > les produits laitiers (19,8% -> 14,9%)
 - > les céréales (15,1% -> 10%)
 - > les oléagineux, les huiles (9% -> 7%)
- Nouveaux contingents tarifaires :

La Russie a augmenté ses quotas d'importation pour la viande et réduit les taxes sur les produits carnés importés au delà des quotas.
- Réduction des soutiens aux exploitations agricoles

Ils passent de 9 milliards de dollars à 4,4 milliards (125 milliards USA ; 139 milliards en EU)

3.4 La politique agricole russe

- Les importateurs doivent (devaient ?) faire face à des mesures non tarifaires spécifiques, destinées à protéger certains producteurs russes.

Exemple: Les autorités sanitaires russes exigent des importateurs la vaccination contre la fièvre catarrhale ovine de tous les animaux vivants situés dans un rayon de 20km autour d'un lieu d'implantation d'animaux vivants en provenance de la France => mesure sanitaire pour protéger les éleveurs russes.

3.5 Quelles sont les exploitations qui bénéficient (bénéficiaient ?) de ces mesures ?

- *Nouveaux investisseurs privés*

proches du pouvoir

Ayant acheté d'anciens K et S

Ayant Investi dans le capital

Orientés sur des produits avec un retour sur investissement rapide (céréales, volaille et porc, betteraves à sucres)

3.6 La politique agricole après l'adhésion ?

- Les mesures non tarifaires ne sont pas faciles à maintenir après l'adhésion à l'OMC
- Vers la fin d'un soutien aux firmes agricoles et donc au compromis institutionnel que nous avons identifié ?
- L'Union douanière comme nouvelle politique agricole ?

3.7 L'Union douanière : une nouvelle politique protectionniste ? (1/2)

“Selon l'article 1 de l'accord, les principaux objectifs de l'Union sont : (i) de rationaliser la structure des importations de biens au sein de l'Union; (ii) de maintenir un équilibre entre les importations et les exportations de biens sur le territoire communautaire ; (iii) de créer les conditions pour une évolution progressive dans la structure de production et de consommation des biens au sein de l'Union ; (iv) de protéger l'économie de l'Union contre les influences défavorables de la concurrence internationale ; et (v) de développer les conditions d'une véritable intégration des Etats de l'Union dans le contexte de l'économie mondialisée.”

3.7 L'Union douanière : une nouvelle politique protectionniste ? (2/2)

- Note : Les objectifs (ii), (iii) and (iv) pourraient être utilisés pour introduire des restrictions d'importation incompatibles avec les règles en vigueur à l'OMC.
- Réponse de la Russie aux membres de l'OMC:

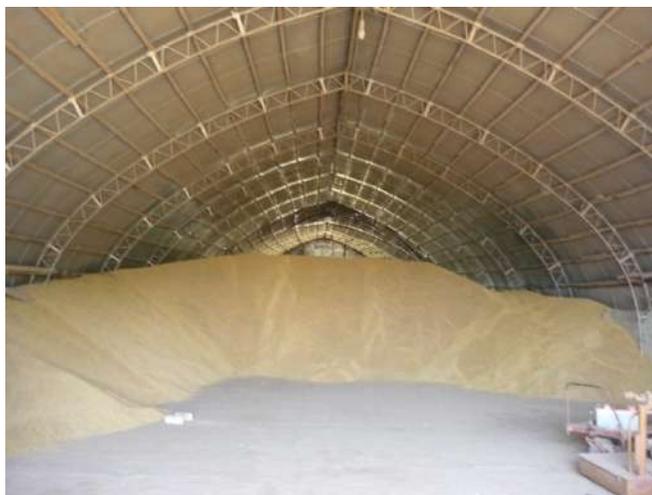
“La plupart des pays utilisent la tarification douanière pour sécuriser le développement de leur production domestique au niveau industriel et agricole en établissant des niveaux élevés de taxes sur les biens qui sont sensibles à la concurrence des biens importés. Les taxes pourraient être utilisées pour maintenir le niveau de la balance commerciale à l'équilibre.”

3.8 L'Union douanière et le Bélarusse

- en 2009, 26% des exportations du Bélarusse vers la Russie était de l'exportation de produits agricoles (16% en 2006)
- Le Belarusse a exporté 200 000 tonnes de sucre blanc en Russie en 2011 (10% des importations russes de sucre)
- Le Belarusse a exporté 3.7 millions de tonnes de lait et de produits laitiers en Russie (53% des importations russes).

Conclusion

- Avant de faire son entrée à l'OMC, la Russie a utilisé les barrières non tarifaires et les barrière tarifaires pour protéger une partie des producteurs russes sur la base d'un compromis institutionnel (RSE et soutiens agricoles).
- Cette politique a été en partie au bénéfice de nouveaux investisseurs privés proches du pouvoir orientés sur des produits à retour sur investissement rapide (céréales, viande, betterave à sucre)
- Après l'accession à l'OMC, la Russie semble vouloir développer une nouvelle politique agricole.
- Dans le futur, l'Union douanière pourrait devenir un moyen de discriminer entre produits étrangers et produits biélorusses au niveau agricole.
- Cette nouvelle politique agricole risque d'interroger les compromis institutionnels nés des jeux d'acteurs passés.



pascal.grouiez@univ-nantes.fr

pascal.grouiez@gmail.com

Merci pour votre attention

